

Article 1 - Objet de la consultation :

Article 1.1 - Objet du marché et procédure : La présente consultation est organisée par la commune de Nointel en vue d'une mission d'architecture pour la construction d'un nouveau bâtiment accueillant une cantine scolaire, le périscolaire, la bibliothèque municipale et une salle dédiée à la santé, dans le cadre du contrat local de santé dont la compétence est détenue par la Communauté de Communes du Clermontois.

La présente consultation vise à l'attribution d'un marché d'architecture, passé en procédure adaptée restreinte en application des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique (CCP).

Suite à l'analyse des candidatures, le maître d'ouvrage retiendra jusqu'à 3 candidats admis à remettre une offre et engagera des négociations avec le soumissionnaire classé en première position au regard des critères d'attribution définis au présent règlement.

Article 1.2 - Caractéristiques principales de l'opération :

L'opération porte sur la construction d'un nouveau bâtiment, en prolongement de l'ancien groupe scolaire, qui accueillera :

- Une nouvelle cantine scolaire
- Le périscolaire
- La bibliothèque municipale
- Une salle dédiée à la santé
- Et toutes les pièces annexes liées à ces services (sanitaires, salle de stockage des aliments, cuisine, salle de plonge, local technique ...).

Adresse :

Place de la Mairie – 60840 NOINTEL

Article 1.3 – Contexte du projet :

Actuellement la cantine et le périscolaire sont situés dans deux salles de l'école mais ces locaux sont devenus trop étroits aux vues des effectifs scolaires de ces dernières années, ainsi qu'au regard des effectifs annoncés pour les prochaines années. Le périscolaire est situé dans la salle de motricité, ce qui n'est pas l'idéal pour l'utilisation des lieux par les enseignants ; quant à la cantine, elle est trop petite, mal isolée phoniquement. Et la création d'une nouvelle cantine permettrait de libérer une salle pour l'ouverture éventuelle d'une nouvelle classe.

Quant à la bibliothèque municipale, située face à la Mairie, sa superficie actuelle (une vingtaine de m² environ) ne permet pas aux bibliothécaires bénévoles d'offrir toutes les activités qu'elles souhaiteraient (notamment un petit espace avec tables et chaises pour les tout petits).

Le projet consiste donc à réaliser :

Une extension du bâtiment également appelé « ancien groupe scolaire » vers la Place de la Mairie (notamment sur le lieu de l'ancienne salle des fêtes déconstruite en février 2024).

L'actuel et le nouveau bâtiment seront reliés via une ouverture donnant sur le couloir de l'actuel bâtiment. Cette extension sera composée :

- D'une salle de restauration scolaire pour environ 70 enfants (plus ou moins 105 m²)
- D'une salle dédiée au périscolaire (pour une trentaine d'enfants)

- D'une salle dédiée à accueillir la bibliothèque (d'environ 50 m²)
- D'une salle dédiée à la santé (d'environ 20 m²)
- Des sanitaires maternelles, primaires et adultes (dont un PMR)
- De tous les locaux techniques afférents à une cantine scolaire : cuisine, salle de stockage des repas (les repas ne sont pas fabriqués sur place mais livrés dans le cadre d'un contrat de fournitures), d'une salle de plonge, d'un local technique (pour le ménage)
- D'un hall avec lavabos et porte-manteaux
- D'une clôture entourant ce nouveau bâtiment

L'accès à la salle de restauration scolaire devra se faire depuis l'école (bâtiment actuel)

L'accès à la salle de périscolaire devra se faire via la Place de la Mairie et via l'école.

L'accès à la bibliothèque et à la salle dédiée à la santé devra se faire via la Place de la Mairie.

Pour la livraison des repas, l'accès devra se faire depuis la voirie qui longe l'école.

Le budget prévisionnel alloué à ce projet, frais de maîtrise d'œuvre inclus, est de un million d'euros HT.

Article 1.4 - Calendrier prévisionnel de l'opération :

Le démarrage de la mission de l'architecte est prévu en mai 2025.

Une fois choisi, l'architecte devra réaliser les esquisses, l'avant-projet sommaire, l'avant-projet définitif et le projet pour la fin du premier semestre 2026.

La livraison du bâtiment est souhaitée pour la rentrée scolaire de septembre 2028.

Article 1.5 - Missions de l'architecte :

La mission de l'architecte est composée :

D'une " mission de base " conformément aux articles L2431-2 et 3 et R2431-4 à R2431-18 (construction neuve) du Code de la commande publique et ses annexes : ESQ, APS, APD, PRO, à laquelle s'ajoute la demande de permis de construire relatif à un Etablissement Recevant du Public (E.R.P) à établir au stade de l'APD.

Des missions complémentaires suivantes :

- Mission complémentaire 1 : Etudes diagnostic
- Mission complémentaire 2 : Etudes et plans d'exécution (EXE)
- Mission complémentaire 3 : Simulations thermiques dynamiques au stade diagnostic, au stade AVP et au stade DOE

Article 1.6 - Variantes : Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 2 - Dossier de consultation :

Article 2.1 - Contenu du dossier :

Le dossier de consultation publié sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage comporte les documents suivants :

- l'avis de marché ;
- l'acte d'engagement ;
- le présent règlement

Article 2.2 - Modification de détail au dossier :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 2.3 - Renseignements complémentaires :

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation sur le profil d'acheteur au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des candidatures. Les demandes de renseignement peuvent également être adressées à l'adresse mail suivant : mairie@nointel60.fr

Article 3 - Conditions de participation :

Cette consultation s'adresse aux candidats remplissant les conditions de participations définies ci-dessous, en termes d'organisation, de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

Article 3.1 - Forme juridique du candidat :

Les candidats peuvent répondre à la consultation sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

Article 3.2 - Conditions propres aux candidatures en groupement :

Article 3.2.1 - Forme du groupement :

La cohérence de la mission demande qu'elle soit réalisée par un architecte unique (groupement). Dans ces conditions, la présente consultation ne fait pas l'objet d'allotissement au sens de l'article R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement

pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Article 3.2.2 - Exigences quant au mandataire :

Un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement
Le mandataire du groupement sera impérativement un architecte.

Article 3.2.3 - Recours à la sous-traitance et aux capacités d'autres opérateurs

économiques :

En application de l'article R2142-3 du CCP, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

Article 3.3 - Capacités juridiques, économiques et financières :

Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

Le candidat doit présenter des garanties économiques et financières suffisantes en rapport aux prestations confiées dans le cadre du marché d'architecture consécutif objet de la consultation. Les opérateurs économiques nouvellement créés doivent apporter la preuve de leurs capacités financières par tout moyen de preuve approprié, notamment par une déclaration appropriée de banques.

Le maître d'ouvrage exige des candidats qu'ils disposent d'une assurance permettant de couvrir les risques liés à l'exercice de l'architecture et présentant un niveau de garanties approprié et suffisant pour la mission d'architecture objet du marché.

Article 3.4 - Capacités techniques et professionnelles :

En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.

Article 3.4.1 - Compétences exigées :

Le candidat réunira impérativement les compétences suivantes :

- Architecture (garantie par un diplôme d'architecte, membre de l'ordre des architectes ou architecte étranger possédant un diplôme équivalent reconnu), obligatoirement mandataire du groupement
- Bureau d'étude thermiques, fluides, ventilations, pour satisfaire à la mise en œuvre et au

suivi des moyens nécessaires à la satisfaction des exigences énergétiques visées.

- Bureau d'étude structure,
- Bureau d'étude acoustique,
- Economie de la construction,
- Bureau conseil et expertise en restauration collective. Et toutes les compétences jugées nécessaires au projet.

En cas de groupement, l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

Si le candidat ne produit pas les certificats de qualification demandés, il lui est demandé d'apporter tout moyen de preuve pour justifier des équivalences.

Article 3.4.2 - Moyens techniques et humains :

Le candidat devra présenter des moyens techniques et humains adaptés :

- présentation de moyens techniques, notamment numériques (matériels et logiciels), adaptés à la nature de la mission d'architecture ;
- présentation de moyens humains en nombre et niveau suffisants au vu de l'importance et des exigences de la mission d'architecture.

Article 3.4.3 - Expérience professionnelle :

Le candidat doit présenter des garanties relatives à l'expérience professionnelle, en rapport avec les prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre objet de la consultation.

Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, pour l'appréciation de l'expérience professionnelle, les candidats peuvent faire valoir des références de plus de trois ans, ainsi que des projets en cours de réalisation.

Les opérateurs nouvellement créés peuvent indiquer les expériences acquises antérieurement, sous réserve d'une présentation explicite et sans équivoque sur les entités contractantes et l'étendue de leur intervention sur les projets présentés.

Article 4 - Composition et transmission du dossier de candidature :

Article 4.1 - Dossier de candidature :

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française.

Les candidats devront produire un dossier complet incluant :

Article 4.1.1 - Pièces relatives à la candidature

- Copie de l'attestation d'inscription à l'ordre des architectes,
- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ces cotraitants ou formulaire DC1 dernière version
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ou formulaire DC2

dernière version,

- Copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire du candidat, le cas échéant, et habilitant la poursuite de l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché,
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et aux articles L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique (interdiction de soumissionner),
 - Déclaration concernant le respect d'emploi des travailleurs handicapés au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail.
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du présent marché, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles.
- Si le candidat ne produit pas les certificats de qualification demandés, il lui est demandé d'apporter tout moyen de preuve pour justifier des équivalences.

Le candidat peut télécharger les formulaires de déclaration (DC1, DC2) à l'adresse
suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Il devra être fourni un DC1 commun au groupement et par chacun des membres du groupement, les pièces mentionnées ci-avant.

Article 4.1.2 - Pièces relatives à l'offre :

L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe. Il est nécessaire d'indiquer dans l'acte d'engagement une adresse mail valide et qui sera régulièrement consultée. Cette adresse servira notamment à la notification de refus ou d'acceptation de l'offre.

Le programme

Les fiches de candidatures :

- La fiche de synthèse de candidature présentant la composition de l'équipe
- La fiche de synthèse de candidature présentant les moyens humains et matériels pressentis et les références significatives de chaque entité (maximum 3 par co-traitant), accompagnées exclusivement des CV des personnes nommées et la copie des diplômes,
- Trois fiches de recueil photographique au format A3 présentant 3 références de la compétence architecture. Chaque fiche comprendra des illustrations significatives (photographies et références significatives). L'architecte devra présenter au moins 2 références sur les 3 demandées de restructurations ou extensions de bâtiments. Ces références doivent permettre de juger du parti architectural retenu et des réponses techniques apportées. Les références de restaurant scolaire seront particulièrement appréciées.
- Trois fiches de candidatures pour le BE thermique
- Pour l'économiste : Indiquer le montant prévisionnel de l'opération et le montant réel à l'issue du marché de travaux : en cas de plus-value ou moins-value substantielle (10 %) : apporter des explications pour cerner cette différence de coût.
- Bureau conseil et expertise en restauration collective : 3 expériences significatives menées

en accompagnement d'équipe et en aménagement de cuisine. Les informations relatives à la candidature qui seront présentées en dehors des documents explicitement demandés ne seront pas analysées.

Un mémoire justificatif comprenant les éléments suivants :

- Philosophie du projet, prise en compte du programme, des objectifs imposés et de l'aspect thermique du projet,
- Note sur l'atteinte des objectifs énergétiques. Cette partie devra présenter la méthodologie prévue pour l'atteinte des objectifs énergétiques. La méthodologie doit décrire la démarche du bureau d'études pour la réalisation d'un diagnostic, les outils d'évaluation de la performance énergétique pour le décret tertiaire et pour la réglementation thermique, les méthodes de suivi du chantier et de réception des travaux),
- Calendrier prévisionnel portant sur la réalisation de l'ensemble de l'opération

Article 4.2 - Modalités de dépôt des candidatures :

La remise des dossiers de candidature s'effectue exclusivement de manière dématérialisée sur le profil d'acheteur.

Article 4.3 - Date limite de transmission des candidatures :

Les candidatures doivent être transmises au plus tard le **vendredi 14 mars 2025 à 12h00**.

Article 4.4 - Candidature incomplète :

Si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le maître d'ouvrage pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 2 jours, identique pour tous.

Article 4.5 - Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est fixé à cent-vingt jours (120 jours), à compter de la date limite de remise des offres.

Article 4.6 - Visite des lieux :

La visite des lieux est facultative.

Pour prendre rendez-vous, contacter la mairie au : 03.44.78.34.25 du mardi au

vendredi de 9h30 à 12h15 et de 13h à 18h30.

Article 5 - Analyse des offres et négociations :

Article 5.1 - Recevabilité des candidatures :

Pour être recevables, les candidatures doivent répondre aux conditions de participation suivantes : conformité de la candidature au vu des conditions exposées ci-avant en termes de forme du groupement, profil du mandataire, candidatures multiples, situation juridique, niveau des garanties économiques / financières / techniques et professionnelles, assurance professionnelle, et aptitude à exercer la profession d'architecte.

Le maître d'ouvrage peut solliciter des soumissionnaires toutes précisions utiles nécessaires à l'analyse de leurs offres.

Article 5.2 - Critères de sélection :

Les candidatures recevables seront examinées par le maître d'ouvrage sur le fondement des critères suivants :

Valeur technique, pondérée à 60 %, fondée sur les éléments du mémoire technique et appréciée selon :

- les aptitudes de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations : expérience professionnelle des intervenants, complémentarité des profils ;
- les références similaires à l'opération ;
- la qualité de la perception du programme ;
- la pertinence de l'organisation et du mode opératoire choisis pour la réalisation de l'ensemble des prestations ;
- la prise en compte des critères environnementaux dans la construction, la durée de vie du bâtiment et l'atteinte des objectifs énergétiques

Le prix, pondéré à 30 %, apprécié selon les éléments produits dans l'acte d'engagement.

Le Délai de réalisation, pondéré à 10 %, soit le délai proposé pour la réalisation de chaque phase du projet.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Les offres financières seront jugées sur la base du forfait provisoire de rémunération.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère prix des prestations est la

suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

Article 5.3 - Négociations :

A l'issue de ce classement initial des offres, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'engager des négociations avec les candidats ayant déposé une offre.

La négociation pourra se dérouler par écrit par voies d'échanges dématérialisées ou lors de réunions.

Elle peut porter sur l'ensemble de l'offre du soumissionnaire ainsi que sur les conditions techniques, financières, administratives du marché sans remettre en cause son objet ni modifier substantiellement ses caractéristiques définies dans les documents de consultation.

Article 6 - Achèvement de la procédure :

Le maître d'ouvrage informe sans délai les soumissionnaires dont l'offre n'a pas été retenue. Après attribution, la signature électronique de l'acte d'engagement sera exigée par le maître d'ouvrage

Article 7 - Protection des données personnelles :

Les traitements de données personnelles réalisés par le maître d'ouvrage lors de cette procédure sont réalisés conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD)

Ils ont pour finalité d'assurer le bon déroulement de la procédure, de permettre au maître d'ouvrage de procéder à l'analyse des candidatures et de communiquer avec les candidats.

Les destinataires exclusifs de ces données sont les personnes en charge de la mise en oeuvre de la procédure. En aucun cas, le maître d'ouvrage ne peut communiquer ces données à des tiers.

Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnes chargées de suivre l'exécution de la procédure

Les données collectées lors du dépôt des candidatures et des offres seront conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché public d'architecture objet de la consultation.

La personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer. La demande relative à l'exercice de ces droits s'effectue par courrier auprès du délégué à la protection des données personnelles (DPO) désigné par le maître d'ouvrage.

Article 8 - Recours :

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS,
Tél. : 03.22.33.61.70, e-mail : greffe.ta-amiens@juradm.fr